

LES CAHIERS24

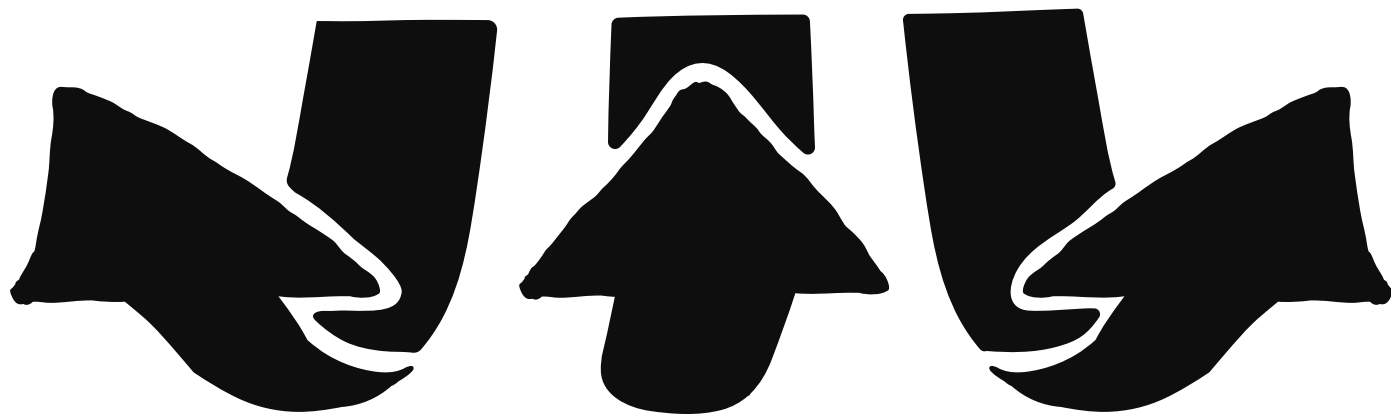
OCT # 2026

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | STRATÉGIES POUR LA RÉVOLUTION



TOUSTES A ORLÉANS LE 24 OCTOBRE

PAS DE CAMPAGNE POUR LES FACHOS



TOUSTES À ORLÉANS & ORLÉANS PARTOUT !

Nous avons 7 mois pour imposer un autre scénario que celui des commentateurs. Et notre capacité à intervenir après ces 7 mois dépend de tout ce qu'on aura construit d'ici-là, dès maintenant.

Le deuxième mandat de Macron a montré l'incapacité de la classe dirigeante à diriger avec les outils classiques de la démocratie représentative : pas de majorité, dissolution de l'Assemblée nationale, premiers ministres à la durée de vie de plus en plus courte, etc. Et on voit bien que le bloc bourgeois n'arrive pas à désigner un candidat, en témoignent la multiplicité des candidatures du PS à LR, et les campagnes pathétiques des candidats du centre.

Les fascistes sont aux portes du pouvoir

Cette incapacité fait se tourner des parties de la grande bourgeoisie vers ceux qui pourraient donner une issue à cette crise : le RN. Ce n'est pas ce que les capitalistes préféreraient, mais ils veulent encore moins de Mélenchon¹. Et le parti fasciste est en dynamique électorale. Ses chances d'accéder à la présidence n'ont fait qu'augmenter depuis la dissolution de 2024.

Maintenant, c'est dans la tête de tous que le RN peut gagner. Si on se concentre uniquement sur le programme, leur victoire semble représenter le même danger que si c'était un Retailleau : lois racistes, politiques d'austérité, répression des mouvements sociaux, etc. Mais le RN, ce n'est pas que ça. Parti à la conquête du pouvoir, il a besoin de la respectabilité que le cadre de la démocratie bourgeoise exige - tout en s'employant à le faire entrer en crise. Mais ce qu'il fera du pouvoir est une autre affaire. En témoignent le pedigree de ses candidat·es après la dissolution de l'Assemblée nationale, ou ceux aux Sénatoriales. En témoignent ses liens avec des mouvements qui veulent en découdre, tels que ceux entretenus par des cadres du RN avec les assassins de Aramburú. La séquence de février dernier après la mort du militant fasciste à Lyon nous donne une bonne idée des conséquences : des attaques sur des migrant·es, des musulman·es, des centres LGBT, des locaux de syndicats ou de la FI ont essaimé sur l'ensemble de l'hexagone.

1. Voir notre argumentaire sur pourquoi nous appelons à voter pour JL Mélenchon, sur notre site autonomiedeclasser.org

Leur accorder une victoire électorale, c'est exposer notre classe au plus grand des dangers.

Une autre issue est possible ?

Dans l'édito de notre dernière revue, on le disait déjà : la période n'est pas seulement celle du danger fasciste. Dans la jeunesse particulièrement, l'espoir dans une alternative politique et les mobilisations qui rompent avec l'ordre établi grandissent.

Cette polarisation de plus en plus prononcée pose de façon concrète à une échelle de masse les deux questions essentielles de la période politique générale : 1/ Comment vaincre les fascistes ? 2/ Comment construire une alternative au capitalisme ?

Pour beaucoup, la victoire de la France Insoumise est la réponse à ces deux questions, laissant donc croire que les élections seraient en

mesure de les résoudre. Mais si une défaite électorale est essentielle pour mettre le RN en déroute, elle ne sera pas suffisante : la lutte antifasciste ne s'arrêtera pas le 3 mai 2027, et sa puissance dépend de tout ce qui aura été construit avant.

Ce mouvement, c'est dès maintenant qu'on doit le construire. C'est pourquoi la mobilisation nationale contre le congrès du RN à Orléans, le 24 octobre, est selon nous la proposition politique alternative à toutes les stratégies qui réduisent la période aux dynamiques électorales.

Alors, tous à Orléans le 24 Octobre !

D'abord, elle cristallise des questions politiques essentielles de la période : faut-il se battre contre le RN ? Comment ? Qui peut le faire ? Dans chaque discussion avec des collègues ou des camarades, où sera abordée l'organisation concrète pour se déplacer à Orléans, voilà les arguments qu'on devra mener :

1/ Nous avons besoin de (re)construire une lutte de masse, de harcèlement et de délégitimation des fascistes. À partir de là, toute politique sectaire, vis à vis des syndicats ou de la FI, nous

ôte la possibilité de dialoguer avec la grande majorité de ceux qui veulent en découdre avec les fascistes.

2/ Ce qui sera déterminant, c'est la nature de classe de nos mobilisations. Les fascistes s'attaquent à la classe travailleuse, à ses possibilités de s'organiser et à son potentiel révolutionnaire. D'où la nécessité que cette riposte s'organise dans et depuis les syndicats, comme lieu où notre classe s'organise depuis sa place dans la production. Une telle riposte délégitimera aussi les fascistes du côté de la classe dirigeante qui souhaite moins que tout un regain de combativité syndicale susceptible de se généraliser.

3/ C'est la force du mouvement, et en particulier la combativité des luttes antiracistes qui peut éteindre le RN. Toute stratégie délégitimatoire nous désarme. L'articulation entre barrer la route aux fascistes et construire une alternative se situe dans la dynamique de généralisation politique engendrée par les expériences collectives de luttes et de solidarités.

Ensuite, Orléans est une mobilisation qui a les capacités réelles de court-circuiter le lancement de la campagne du RN. Il y a un mois, on apprenait que la CGT faisait de cette date une date nationale. Cette décision aurait pu rester symbolique, mais partout, des syndiqué-es s'en saisissent et construisent une vraie dynamique de mobilisation : chaque jour, c'est une nouvelle UD ou UL qui annonce affréter des bus, la CGT et Solidaires lancent des sondages auprès de leurs membres pour savoir combien veulent se déplacer à Orléans, la Fédération CGT Commerce appelle à la grève... Mais toutes ces avancées ne donnent pas automatiquement un caractère de masse à cette mobilisation. Ce n'est que parce qu'on continuera à faire pousser la dynamique de mobilisation, jusqu'aux derniers jours qui nous séparent de la manifestation à Orléans, que les bureaucraties, nationales comme locales, ne reculeront pas.

Enfin, c'est aussi une vraie campagne qui s'est lancée à l'échelle du pays : à Paris et en région parisienne, mais aussi à Marseille ou Rennes, des assemblées publiques ont eu lieu et veulent organiser des déplacements à Orléans. L'Union Départementale CGT Puy-de-Dôme ou celle du Nord ont décidé d'affréter des cars. Pour s'amplifier, cette mobilisation a besoin d'exister sur tous les terrains : lors de l'appel des Gilets Jaunes le 17 octobre, dans tous les événements publics de la FI qui rassemblent largement, dans les manifestations à venir, mais aussi et surtout lors des journées nationales de grève ainsi que lors d'appels sectoriels.

Il reste seulement 3 semaines mais rien n'est joué. Dans chaque ville où cela n'a pas été fait, c'est encore possible d'organiser un meeting ou



Mai 2026. Lors d'un concert devant des dizaines de milliers de personnes, Aya Nakamura brûle une banderole raciste du groupe fasciste des Natifs

une réunion publique, d'aller frapper à la porte de l'Union locale ou de la Bourse du Travail pour savoir si des bus sont prévus, de tracter auprès de ses collègues pour construire la grève. Chaque initiative va compter.

Orléans, ce n'est que le début

Beaucoup se rappellent de l'humiliation de Zemmour il y a 5 ans à Marseille quand la ville s'était soulevée et avait du jour au lendemain brisé sa campagne. De la même manière, ce qui se joue à Orléans, c'est ce qui se passera après Orléans. La dynamique de mobilisation construite pour aller manifester à Orléans sera la meilleure base pour la continuer après, et empêcher les fascistes de faire campagne.

La rentrée démarre fort. Le week-end des 19 et 20 septembre, 100 000 personnes ont manifesté en France contre les violences policières et les violences d'État. Les travailleur-euses de Radio France ont viré un éditorialiste fasciste grâce à la force de la grève. Le ton est donné. Le RN peut gagner, on doit les faire perdre, on peut les faire perdre. Toustes à Orléans le 24 octobre, et Orléans partout après !

La construction par en bas, dans les quartiers, les syndicats ou les facs, l'articulation de la lutte antiraciste et antifasciste, la proposition de la confrontation par le nombre – autant de propositions politiques qu'Autonomie de Classe met en avant dans la situation, et que nous avons besoin de renforcer dans le mouvement. Alors, pour être encore plus nombreux-ses à avancer ces arguments, à diffuser cette revue, rejoignez-nous !

A2C

CONTRE LE CONGRÈS DU RN À ORLÉANS : CONSTRUIRE LA RIPOSTE SYNDICALE

Le WE du 24 et 25 octobre, lors duquel le RN prévoit un congrès et un meeting à Orléans, approche. Partout en France des militant·es s'activent, y compris sur les lieux de travail, pour organiser la mobilisation antifasciste la plus massive possible pour barrer la route aux fascistes. Les prises de positions de certaines directions syndicales – dont celle de la CGT – sont un outil pour construire mais il n'y a pas d'automatisme. Entretien avec Kaïna, travailleuse au Muséum national d'Histoire naturelle et Sana, travailleuse en librairie, toutes deux syndiquées à la CGT et militant·es d'A2C à Paris.

Pourquoi construire la riposte antifasciste à partir des lieux de travail ?

Kaïna : Pour moi, c'est une question d'où s'organise notre classe. Les lieux de travail sont des lieux de lutte où on peut se donner la confiance et la conscience, collectivement, de résister. Par exemple, cette semaine, on avait une journée de grève pour les salaires et contre les violences managériales. On a réussi à mobiliser 100 à 150 personnes sur le piquet ! Et ça, ça donne de la force aux travailleur·euses. À partir de là on peut venir argumenter pour construire la mobilisation contre le RN à Orléans.

Sana : On a besoin de construire un rapport de force face aux fachos, il faut montrer que la majorité de l'activité, et donc des travailleuses-travailleurs, leurs sont opposé·es. C'est effectivement en construisant la solidarité sur nos lieux de travail, entre les différentes parties de notre classe qui sont en permanence divisées, qui permettra de construire cette unité de classe et cette confiance dont on a besoin pour battre les fachos.

Mais ça va aussi dans le sens de ne pas laisser un facho apparaître sur nos quartiers. Par exemple, les librairies sont des commerces de quartiers, des lieux de proximité. Donc, c'est aussi un des endroits à partir desquels on peut reconstruire cette tradition : s'organiser, agir collectivement pour ne jamais laisser les fachos apparaître nulle part.

Les directions syndicales sont réticentes à mobiliser activement et largement. On peut entendre que ce sujet n'est pas une préoccupation chez les travailleur·euses. Qu'en pensez-vous ?

Kaïna : Je me dis que c'est exactement une posture de bureaucrates – complètement déconnectée

de la réalité et de ce que vivent les travailleurs et travailleuses organisées. Considérer que les travailleurs et les travailleuses ne veulent pas se battre contre le fascisme, c'est partir du point de vue que personne ne veut se battre contre le fascisme – parce que les travailleur·euses sont la majorité de la société. Alors qu'en fait, c'est dans toutes les conversations. Les travailleurs et travailleuses sont nombreux·ses à flipper de l'arrivée potentielle du RN au pouvoir en 2027.

À la CGT Muséum, on s'était déjà mobilisé·es en 2024 au moment des législatives, on avait fait campagne contre le rassemblement national aux législatives.

Cette année on avait déjà identifié la lutte contre le fascisme comme une des priorités, parce qu'on a peur qu'avec les fascistes au pouvoir, on ait un facho à la tête du Muséum. Et donc, la mobilisation contre le congrès du RN à Orléans, elle ouvre pour nous la mobilisation contre le RN pour les présidentielles sur tout le reste de l'année.

Sana : Oui, je pense que tout le monde aperçoit l'enjeu et l'urgence de s'organiser sur cette question-là. Dans mon secteur, on subit la montée du fascisme directement : les attaques de librairies se multiplient, et vont augmenter si les fascistes sont au pouvoir. On a déjà mené des batailles, notamment depuis 2024, face à ces attaques. On essaye de répondre collectivement. L'année dernière, on a organisé un rassemblement de libraires : 200 personnes sont venues !

On a mené une grève le 8 septembre dernier et, sur le piquet de grève, quand on a parlé de la mobilisation pour Orléans, il y avait un certain enthousiasme. On voit qu'il y a du répondant sur cette question-là, et moi, je ne suis pas très inquiète du fait qu'on va réussir à convaincre des collègues de venir. En fait, je pense qu'il y aura plein de collègues qui seront hyper intéressé·es. La question, c'est comment on leur fait passer le

On a besoin de syndicalistes qui font ce travail-là, de démontrer à la base qu'il y a une envie et une potentialité.

cap. Comme d'habitude, pour n'importe quelle grève : ce qui peut freiner n'est pas tant le contenu revendicatif que la peur d'assumer de faire grève face à son patron.

Où en est la mobilisation jusqu'ici dans vos secteurs et lieux de travail ?

Kaïna : On a commencé à en parler dès juin, et la réaction a été extrêmement positive. Au moment où on ne savait pas encore si la CGT nationale allait appeler à renforcer le mouvement, on était déjà prêt-es à mettre de l'argent pour financer les camarades du syndicat qui souhaiteraient aller à Orléans. Sur une vingtaine de personnes qui viennent aux réunions hebdomadaires on était déjà une demi-douzaine à être sûr-es de vouloir y aller. Depuis, j'ai continué d'en parler, d'avoir des conversations.

Lors des AG qui préparaient notre mouvement de grève du 22 septembre, j'ai diffusé des tracts qui appelaient à remplir des bus, en partageant aussi les comptes rendus de VISA dont on fait partie et l'appel de la Marche des Solidarités qu'on a décidé de signer dès le début. Ça, ça a permis que le nombre de personnes qui souhaitent aller à Orléans grossisse. On va en parler dans les tournées de services qu'on continue à faire pour notre mobilisation. On réfléchit aussi à porter des mots d'ordre antifascistes lors de la manifestation du 29 septembre (grève de la fonction publique).

Sana : J'ai aussi commencé à en parler avec les camarades de la CGT Librairie dès le mois de juillet. Et au vu de l'activité qu'on avait menée dans l'année, ça faisait sens pour les camarades de construire cette mobilisation.

On est aussi en train de construire un appel et un tract pour faire des tournées de librairies, et pour convaincre les collègues au-delà des seuls syndicalistes. On va à la fois continuer la bataille sur la question des salaires, mais aussi construire la mobilisation contre le RN. On ne va pas déconnecter l'un de l'autre.

Ce qui va nous aider, c'est l'appel de la Fédération du Commerce à la grève qui va nous permettre concrètement de nous rendre à Orléans. C'est un point d'appui pour tous les camarades qui veulent construire dans ce secteur.

Je pense qu'à notre échelle, la CGT librairie, on a fait la démonstration que c'était possible de se mobiliser et de regrouper des gens sur des bases antifascistes, alors qu'on est un petit syndicat, avec une faible implantation. Sur ces questions-là, on a réussi à regrouper largement. Je pense que cette dynamique a joué dans ce qui a mené la Fédération du Commerce à appeler à cette grève.

Je pense que c'est comme ça, en faisant des démonstrations par en-bas, qu'on pourra aussi pousser notre Union Départementale (interprofessionnelle) à mobiliser plus largement. On a besoin de syndicalistes qui font ce travail-là, de démontrer à la base qu'il y a une envie et une

potentialité. Sans quoi on se retrouve face à des directions qui peuvent prendre position mais en restant dans la posture, sans permettre de construire réellement.

Comment continuer à construire la mobilisation ?

Sana : Nous, ça va être déjà de pousser, d'essayer d'avoir un maximum de libraires et de collègues qui vont aller à Orléans. Il faut mener ce travail de fourni, en multipliant les tournées de librairies, notamment pour aller parler aux collègues et les convaincre, en espérant que ce travail porte ses fruits, et continuer à discuter avec les instances fédérales sur ces bases. Leur démontrer que c'est possible de mener cette mobilisation, et savoir ce que font les camarades dans les autres syndicats, pour qu'on puisse se mettre en lien.

Donc il faut continuer à avoir ce double rapport : à partir d'une activité concrète par en bas, faire la démonstration aux directions syndicales que c'est possible de mobiliser largement pour les entraîner.

Et à mon avis, dans la manière dont on construit, il faut aussi penser doublement : Orléans et la suite. Il faut commencer à semer les graines pour la suite pour que la mobilisation antifasciste ne retombe pas après Orléans.

Kaïna : Quand son syndicat n'appelle pas encore à se mobiliser, je me dis qu'on peut avoir l'appui des cadres antiracistes et antifascistes qui existent dans différentes villes. Même si notre syndicat n'appelle pas, on peut essayer d'entraîner nos collègues. Sur la suite, pour nous, à la CGT Muséum : on va continuer à faire nos tournées de services et parler de cette mobilisation. Comme on est 1500 sur le site du Jardin des Plantes, il y a un énorme travail à faire déjà en local.

Ensuite, j'ai rencontré lors d'un meeting organisé par la Marche des Solidarités un camarade de la CGT Cheminots Austerlitz, qui est dans le même arrondissement que le Muséum. On va se rencontrer avec d'autres camarades du Muséum, on va passer au local syndical des cheminot-es pour essayer de créer une dynamique sur l'arrondissement, et aller voir les autres établissements. On a plein de facs dans le quartier, on a des hôpitaux.

Et puis il faut se dire, cette confiance qu'on acquiert en se rencontrant, en mobilisant, en allant à Orléans le 24 octobre, elle nous servira pour les moments où le RN viendra tracter sur le quartier, on pourra se prévenir et on pourra les repousser, on pourra recouvrir leurs affiches, leur mettre la pression pour qu'ils ne reviennent pas. Donc mener cette mobilisation, ça nous permet de reconstruire une tradition antifasciste sur un arrondissement, à partir de l'implantation syndicale.

PROPOS RECUEILLIS PAR MILIG SINOU (PARIS 19E)



Manifestation contre l'extrême-droite du 15 juin 2024 à la Rochelle. Ce jour-là, 640 000 personnes avaient manifesté partout dans le pays à l'appel de l'intersyndicale

FACE AUX FASCISTES, POURQUOI LES SYNDICATS SONT INDISPENSABLES ?

L'enjeu de la période est clair : construire un mouvement antifasciste de masse, capable de mettre en mouvement largement notre classe face à la montée de l'extrême droite. À l'heure où s'ouvre une nouvelle séquence électorale, il s'agit d'empêcher le RN de continuer à s'implanter, de gagner en légitimité et d'accéder au pouvoir. Pour cela, les organisations syndicales ont un rôle décisif.

Elles sont, de loin, la principale forme organisée de notre classe. Elles rassemblent près de 2 millions de membres quand les partis de gauche au sens large en comptent de l'ordre de 200 000.

Les syndicats sont implantés dans les lieux de travail, au cœur de l'affrontement quotidien entre capitalistes et salarié.es. Ils sont capables de mettre en mouvement dans la grève et dans la rue des millions de personnes comme lors du mouvement des retraites.

L'exemple de la grève lancée par les syndicats de Radio France contre leur direction illustre parfaitement ce qui est possible de faire. La direction voulait imposer une chronique pour le directeur-adjoint du torchon fasciste « Valeurs actuelles ». Deux jours de grève ont suffi pour le virer de l'antenne.

Une telle force est en capacité de stopper le fascisme si les personnel.les des salles où le RN veut tenir ses meetings, se mettent grève, coupent l'électricité et les micros, si les agents des transports en commun que comptent utiliser

les sympathisants du RN pour s'y rendre se mettent en grève pour bloquer le trafic ...

La tragédie des syndicats allemands

Pourtant, l'histoire nous montre que cela ne pas de soi. Le mouvement syndical allemand était très puissant, il comptait plus de 5 millions de membres.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il s'est laissé détruire sans la moindre résistance. Pire encore, alors que le parti communiste et le parti socialiste étaient en train de se faire détruire, les dirigeants syndicaux allemands ont cherché à éviter la confrontation avec les nazis en espérant échapper à leur fureur.

Ils ont expliqué qu'ils ne faisaient pas de politique, qu'ils ne se mêlaient pas des affaires de l'Etat. Ils ont même appelé à participer à un pseudo-1er Mai, transformé en « fête du travail national », organisé sous les bannières nazies. Le lendemain, les nazis occupaient et saccageaient les locaux des syndicats, puis tuaient ou envoyaient leurs

dirigeants dans les camps rejoindre les socialistes et les communistes.

La nature des syndicats

La raison fondamentale pour laquelle l'implication antifasciste des syndicats ne va pas de soi vient de la nature même des syndicats. Ils n'ont pas pour objectif de renverser le capitalisme mais de négocier au mieux les conditions d'exploitation des salariés en fonction du rapport de force qu'ils pensent possible. Cela a plusieurs conséquences.

Premièrement, les directions syndicales sont inévitablement réformistes. Occupant une position intermédiaire et davantage tournée vers la négociation que vers l'organisation des grèves, elles développent une vision « par en haut » des rapports de force.

Deuxièmement, la nature des syndicats alimente la séparation entre lutte politique et lutte économique. L'affaire des syndicats c'est la lutte économique pour les revendications salariales dans les entreprises, dans les secteurs, dans les services publics en négociant avec le patronat. Virer un gouvernement ce n'est pas leur affaire, s'opposer par la grève à des projets de loi réactionnaires qui ne touchent pas directement aux conditions salariales, ce n'est pas leur priorité, c'est le rôle de la lutte politique essentiellement vue comme une affaire de partis, souvent réduite aux élections et aux batailles parlementaires. Au mieux, les syndicats se voient comme un moyen de pression sur les partis de gauche pendant les campagnes électorales.

Cette séparation du politique et de l'économie empêche donc la construction d'une lutte politique contre l'extrême droite.

Une politique qui profite au RN

Le mouvement des retraites de 2023 illustre les limites des directions syndicales. Pendant quatre mois, des millions de personnes se sont mobilisées. Pourtant, les confédérations ont refusé de

faire campagne contre la loi Darmanin, alors même qu'une mobilisation se construisait avec la Marche des Solidarités et les collectifs de sans-papiers. Lorsqu'elles ont finalement réagi, la loi avait déjà été adoptée avec le soutien du RN. Ce refus d'assumer une politique antiraciste a eu des conséquences : aux législatives de 2024, le vote RN a progressé parmi les salarié-es se disant proches des syndicats.

Les directions syndicales ont justifié cette attitude par la crainte qu'une crise politique débouche sur une dissolution profitable au RN. La même logique s'est retrouvée avec le budget Bayrou. Au nom de la stabilité politique et de la peur d'une dissolution favorable au RN, les directions syndicales ont choisi le silence plutôt que la mobilisation. Puis, après la chute de Bayrou sous l'effet du mouvement du 10 septembre parti de la base, elles ont reproduit la même stratégie face au gouvernement Lecornu. Résultat : le RN a continué de progresser dans les sondages.

Changer la donne par la base

Cependant, les syndicats ne sont pas des entités homogènes, les syndiqué-es ne suivent pas forcément les errements des directions. Les directions sont elles-mêmes soumises à une double pression. Elles doivent garder la confiance des salariés en étant capable de mobiliser, sinon les salariés se passeront d'elles, mais elles doivent aussi garder aussi la confiance du patronat en montrant qu'elles sont capables de contrôler les luttes sinon le patronat ira négocier ailleurs.

Dans un contexte de polarisation grandissante comme aujourd'hui la pression s'accroît. L'activité par en bas peut jouer un rôle majeur sur l'orientation syndicale. Les structures intermédiaires des syndicats sont davantage liées à la base, elles sont aussi davantage liées à des luttes sectorielles déterminées. L'exemple de Radio France est à ce titre très parlant et peut inspirer plus largement et contribuer à faire pression sur les directions syndicales. Cela est d'autant plus vrai que les



Piquet de grève le 13 septembre à France Inter contre la programmation à l'antenne du fasciste Charles Sapin

directions syndicales sont percutées par les développements du vote RN.

Les syndicats face au RN et à la lutte antifasciste

Les municipalités dirigées par le RN multiplient les attaques contre les syndicats. On peut citer l'interdiction d'une fête de la CGT en Moselle, la suppression de locaux syndicaux à Carcassonne, où encore la révocation de deux syndicalistes à Hénin-Beaumont. Les agressions contre les militants et les locaux syndicaux se sont multipliées. Selon le site rapport de Force, 220 actes ont été recensés en 2024¹.

Les syndicats savent quel sort leur réserve le RN et défendent une position contre l'extrême droite. Une note d'avril dernier² de la CGT d'avril affirme clairement la filiation du RN avec le fascisme et le nazisme : « la haine du syndicalisme fait partie intégrante de l'ADN du fascisme. Il porte un projet de réconciliation entre le capital et le travail, et de négation de la lutte des classes à travers l'anéantissement des syndicats existants ». Cette position radicale reflète une tradition antifasciste historique au sein de la CGT. À l'autre bout du spectre syndical, la CFDT explique : « Quel que soit le nom qu'elle porte, l'extrême droite promeut des idées et diffuse un discours à l'opposé des valeurs socles de la CFDT : démocratie, égalité, émancipation, solidarité et justice sociale. »

Mais ces prises de positions se traduisent par des campagnes essentiellement propagandistes qui ne répondent pas à la nécessité de la période. Elles se déclinent généralement autour de 3 thèmes : lutter contre les idées de l'extrême droite, dénoncer l'impoture sociale du RN, défendre la nécessité d'une alternative de progrès social.

En 2022, l'intersyndicale de l'éducation a lancé une campagne sur ce thème intitulée « Toutes et tous ensemble contre l'extrême droite ». En avril, la CGT a lancé une campagne intitulée « L'extrême droite divise, le syndicalisme rassemble » qui vise à lutter contre les idées de l'extrême droite en identifiant justement le racisme comme principal vecteur du vote RN et de dénoncer l'impoture sociale du RN. Elle est déclinée en affiches et en fiches très bien argumentées. Mais il s'agit principalement de s'adresser à la périphérie syndicale influencée par le RN ou Reconquête pour la convaincre de ne pas voter pour eux. Or le vote RN s'appuie essentiellement sur le poison du racisme, du nationalisme et la passivité sociale.

Quelle stratégie mettre en œuvre dans les syndicats ?

L'arme concrète des syndicats est de pouvoir opposer l'unité de classe à la pseudo unité nationale, la solidarité avec tou-ttes les opprimé-es à la pseudo « solidarité blanche » raciste. Cela signifie organiser au sein de nos classe, dans nos lieux de travail les antifascistes et les antiracistes pour

ne laisser aucune place aux arguments racistes et de s'appuyer sur ces prises de positions pour construire la mobilisation des secteurs syndiqués dans l'action antifasciste pour virer les fachos de nos quartier de nos lieux de travail comme à Radio france.

L'implication des syndicats est d'autant plus possible que les réponses apportées face à la polarisation sociale et politique ont changé la situation.

Après la dissolution de 2024, l'intersyndicale a appelé à manifester essentiellement en mettant en avant comme perspective de mettre un NFP dans l'urne. Cependant près de 800 000 personnes ont alors répondu à l'appel dans tout le pays témoignant d'une conscience et d'une dynamique antifasciste grandissante. Elle n'a cessé

de s'accroître depuis.

À l'échelle parisienne, par exemple, la campagne massive du collectif antifasciste du 20e pour virer les fachos pendant les municipales a permis une mobilisation qui

a réussi à empêcher le défilé néo-nazi du 9 Mai. Cette initiative a non seulement engagé plus de militants, suscité la construction de nouveaux collectifs mais aussi impliqué des structures syndicales comme Solidaire.

À une échelle plus large, le succès de la Marche contre le racisme et le fascisme du 14 mars, impulsée par les Collectifs de sans-papiers et la Marche des solidarités avec de nombreux collectifs antifascistes, a donné une dimension nationale à la lutte. Cette dynamique a notamment permis à LFI de retourner la campagne de diabolisation menée contre elle après la mort d'un néo-nazi à Lyon, en affirmant des positions clairement antifascistes et antiracistes qui ont contribué à l'amplifier.

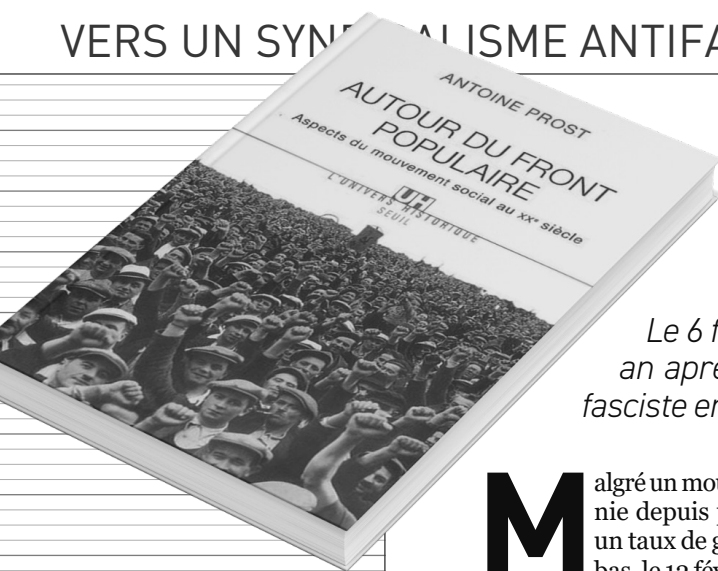
L'appel de la CGT à une manifestation nationale contre le congrès du RN à Orléans le 24 octobre ouvre une nouvelle étape. En élargissant la mobilisation au mouvement syndical, il offre un point d'appui pour construire un front antifasciste plus large, renforcer les collectifs existants et tisser des liens avec les unions locales et les lieux de travail. Il permet aussi d'organiser des départs collectifs en lien avec les mobilisations sociales qui se multiplient depuis début septembre.

Cette initiative donne également de la légitimité aux militants d'autres syndicats pour pousser leurs structures à rejoindre la mobilisation. C'est dans ce sens que VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), qui rassemble des équipes syndicales de plusieurs organisations, a diffusé un tract d'appel lors des manifestations de la Fonction publique du 29 septembre. Dans un contexte de polarisation croissante, la manifestation du 24 octobre peut ainsi marquer une étape importante dans l'implication des syndicats au sein d'un front antifasciste de masse.

NICOLAS VERDON (PARIS 19^e)

1 - Voir « Vote syndical : plutôt à gauche, mais... » sur le site regards.fr

2 - Voir : « Syndicalisme : l'extrême-droite hait le syndicalisme et les syndicalistes » sur le site cgt.fr



RECENSION **AUTOUR DU FRONT POPULAIRE**

Le 6 février 1934, des ligues fascistes défilent en plein Paris. Un an après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la crainte d'un coup d'État fasciste en France enclenche une riposte de masse dans notre classe.

Malgré un mouvement ouvrier à l'atonie depuis plusieurs années avec un taux de grève particulièrement bas, le 12 février 1934, près de cinq millions de travailleur·euses cessent le travail et 346 manifestations se tiennent dans toute la France. Le 12 février 1934 demeure un exemple historique de riposte antifasciste de masse qui a permis de marginaliser durablement les fascistes en France.

Or, à 9 mois des élections présidentielles avec la possibilité d'avoir le rassemblement national au pouvoir qui menace déjà de dissoudre des organisations d'extrême gauche, qui annonce vouloir interdire le voile dans l'espace public, nous devons comprendre de quelle riposte antifasciste nous avons besoin et comment l'organiser. Comprendre ce qui a été déterminant dans la riposte de 34, doit nous aider à organiser la riposte aujourd'hui.

De cette journée, nous retenons surtout le succès de l'unité, symbolisé par la manifestation parisienne où les cortèges de la CGT et de la SFIO rejoignent finalement ceux du Parti communiste et de la CGTU sous le mot d'ordre « Unité ! » poussé par leurs bases. Mais cette unité ne suffit pas à expliquer le succès du 12 février : comme le montre Antoine Prost dans *Autour du Front populaire*, notamment dans « Les manifestations du 12 février 1934 en province », le rôle des syndicats et ici de la CGT est central dans cette riposte.

La CGT prend l'initiative de la riposte

L'idée d'une grève générale se diffuse dans la CGT après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, mais se renforce avec la montée en France d'une activité d'extrême droite. Au lendemain des émeutes fascistes du 6 février, la CGT prend immédiatement l'initiative de la riposte en lançant un appel à la grève générale au matin du 7 pour le 12 février.

L'appel est limité à la « défense républicaine ». L'auteur s'interroge sur la possibilité d'une telle dynamique autour de mots d'ordre républicains. Nous pensons que, malgré des mots d'ordre avec lesquels nous sommes évidemment en désaccord, dans la mesure où nous n'opposons pas au fascisme la République française mais la mobilisation et l'unité des travailleur·euses, sa réactivité et son contenu face aux émeutes du 6 février ont permis de cibler le danger identifié par les masses : le fascisme.

Une grève politique massive qui assure le succès des manifestations

Cette journée est donc avant tout une grève politique de masse. La classe ouvrière intervient

directement sur le terrain politique en utilisant son principal moyen d'action : l'arrêt du travail. Prost insiste sur le rôle joué par les structures locales de la CGT dans le succès des manifestations. Dans de nombreuses villes, il observe une corrélation entre le nombre de manifestants et le taux de syndicalisation. Le 12 février, les transports s'arrêtent, les ateliers ferment et les grévistes mettent la pression pour fermer les commerces.

Face à la dynamique de la CGT, le gauchisme des organisations communistes

Au lendemain du 6 février, le Parti communiste et la CGTU refusent d'abord de rejoindre l'appel de la CGT et de la SFIO. Fidèles à la ligne « classe contre classe » adoptée par l'Internationale communiste depuis la fin des années 1920, ils considèrent les socialistes comme des adversaires autant que les organisations fascistes. Les directions du PC et de la CGTU organisent une manifestation à Paris le 9, minoritaire et lourdement réprimée. Cependant, hors de Paris, les dynamiques unitaires sont beaucoup plus fréquentes dès le 8 février et renforcent les mobilisations.

Des bilans pour aujourd'hui

Cette riposte initiée par la CGT rappelle la nécessité absolue d'embarquer les syndicats dans la bataille antifasciste. De par leur implantation dans la classe, un appel à la grève générale permet la mise à l'arrêt des travailleur·euses à échelle de masse et assure le succès des manifestations. L'appel sur des mots d'ordre minimaux permet d'embarquer un maximum d'organisations. Bien évidemment, cela n'est pas suffisant. Elle doit se doubler de l'activité des bases (politiques et syndicales), comme en 34 qui une fois l'appel reçu s'organisent pour construire la grève et les manifestations dans l'unité.

Ce texte s'adresse également aux révolutionnaires : l'initiative politique ne consiste pas à rester isolé au nom de la pureté programmatique, mais à construire les conditions de l'unité dans la classe lorsque la menace fasciste l'exige. C'est dans la lutte avec le plus grand nombre que peuvent se transformer les mots d'ordre de « défense républicaine » en riposte antifasciste de classe¹.

ANOUC BRUNET (NICE)

1 - Lire à ce sujet l'article « Front populaire, antifascisme et révolution : 3 leçons », disponible sur notre site, et l'ensemble des articles regroupés dans notre brochure *Front populaire : quels enseignements pour aujourd'hui ?*

À PARTIR DE CLR JAMES **CLASSE ET OPPRESSION RACISTE DANS L'HISTOIRE AMÉRICAINE**

Figure majeure du militantisme marxiste du XXe siècle, C.L.R. James (1901-1989) s'est particulièrement impliqué dans la lutte contre le racisme et l'impérialisme, ainsi que dans la construction d'organisations révolutionnaires. Ayant vécu et milité à Trinité-et-Tobago, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, il y a mené un double combat intellectuel et politique : convaincre le mouvement noir de s'organiser par en bas, et persuader le mouvement marxiste de la centralité de la lutte antiraciste.



Manifestation organisée par le syndicat des abattoirs Stockyards Labor Council à Chicago en 1919.

CLR James s'est évertué à travers son activité militante et ses productions théoriques à démontrer qu'on ne se débarrassera pas du racisme sans mettre fin au capitalisme, et qu'on ne mettra pas fin au capitalisme sans placer la solidarité contre le racisme au cœur de ce combat.

Il a mené ses luttes dans un contexte bien particulier, avec d'un côté l'affaiblissement du mouvement marxiste sous les coups de boutoir du stalinisme, et de l'autre l'émergence d'un mouvement de masse au sein de la population noire aux États-Unis, dominé par des politiques nationalistes et des figures telles que Marcus Garvey.

Si son œuvre majeure, *Les Jacobins noirs*, reste l'une des analyses les plus précises de la révolution haïtienne, cet article ne portera pas sur cet ouvrage. Il s'appuiera plutôt sur une série d'articles que C.L.R. James a écrits entre 1935 et 1967, rassemblés dans le recueil intitulé *Sur la question noire aux États-Unis**, et sur d'autres articles disponibles en ligne*.

Le racisme vient d'en haut

Le racisme ne relève pas d'une quelconque nature humaine et bien qu'il s'exprime à tous les niveaux de la société et de la vie publique pour celles et ceux qui le subissent, chez C.L.R. James, le racisme s'est forgé à partir des nécessités de la bourgeoisie pour son hégémonie. Les préjugés racistes qui traversent notre classe sont réels, mais ne sont que les conséquences directes d'un racisme d'abord conçu et administré par en haut. Dans « Une histoire des Noirs aux États-Unis » (1943), James démontre que ce sont les nécessités du capital qui ont systématisé l'idéologie raciste :

« L'importance des Noirs en tant que force révolutionnaire s'est accrue avec le développement de l'économie américaine. Cependant, les préjugés raciaux contre les Noirs se sont eux aussi développés. Entre 1830 et 1860, poussés par la contradiction croissante entre la démocratie bourgeoise en pleine expansion aux États-Unis et les besoins de l'économie esclavagiste, les planteurs sudistes cultivèrent la théorie de l'infériorité des Noirs à un degré dépassant de très loin celui des premiers temps de l'esclavage. Afin de vaincre la menace terrible que constituait l'unité des Blancs et des Noirs, la « plantocratie » sudiste éleva la conscience raciale au rang de principe. Tout le pays fut imprégné de cette idée. Ainsi, tout en étant de plus en plus intégrés à la production – une intégration qui devient de plus en plus un processus social – les Noirs sont devenus de plus en plus conscients que jamais de leur exclusion des privilèges démocratiques en tant que groupe racial séparé de la communauté. Ce phénomène dual est la clé de l'analyse marxiste de la question noire aux États-Unis. »*

La centralité et la nécessité d'un front antiraciste par en bas

L'analyse que fait C.L.R. James de la société et de la lutte des Noirs aux États-Unis combine une démonstration de la nécessité absolue d'un front spécifique contre le racisme et de sa place centrale dans l'affrontement de classe.

« Le parti encourage les masses noires à chercher l'aide du mouvement ouvrier pour organiser leur propre défense à toutes les étapes de leur lutte pour les droits démocratiques. Mais, dans son agitation, il les encourage à agir ainsi dans un but précis et prioritaire ; la satisfaction de leurs propres

revendications démocratiques. Sous aucun prétexte, l'objectif spécifique d'une telle alliance doit être noyé sous les termes généraux de la lutte pour le socialisme. »

Dans « Une histoire des Noirs aux États-Unis » (1943), James montre comment la communauté a brisé la ségrégation à l'embauche par le blocage et la manifestation :

« En 1935, les Noirs de Harlem firent une manifestation spontanée contre [...] le fait qu'ils n'étaient pas employés dans les magasins de Harlem. Les manifestations marquèrent le début d'un mouvement qui amena des corrections substantielles à cette injustice. » ou encore « En 1941, la communauté de Harlem organisa et mena à la victoire une manifestation contre le refus d'employer des Noirs comme conducteurs d'autobus. »

En 1941, le mouvement ouvrier noir exige la fin de la ségrégation dans l'industrie de guerre. A. Philip Randolph menace le gouvernement d'organiser une Marche sur Washington de dizaines de milliers de Noirs. Sous la pression de cette menace, le président Roosevelt est contraint de créer un comité pour interdire la discrimination dans la défense.

Dans « Le pogrom racial et les Noirs » (1943), James documente les dangers d'un antiracisme qui vise plutôt à négocier et s'appuie sur des représentants plutôt que sur l'auto-organisation par en bas : Alors que des foules racistes lynchent les Noirs sous la protection de la police, les dirigeants officiels se précipitent vers le maire pour le supplier d'émettre des appels au calme et des commissions d'enquête. Malgré le refus du maire et la complicité de la police, ces notables s'obstinent à solliciter l'État qui protège les émeutiers. À l'inverse, James met en avant la réponse immédiate de la base, documentée dans le Baltimore Afro-American ou le New York Amsterdam News : l'auto-défense organisée, rue par rue et usine par usine, refusant de déléguer la sécurité des opprimés à leurs bourreaux.

Avec une stratégie de classe

Dans son analyse des émeutes de Chicago de 1919, James démontre que le mouvement de masse par en bas doit s'armer d'une stratégie de classe. Il rappelle que les travailleurs noirs et blancs s'étaient unis au sein du Stockyards Labor Council et commençaient à mener une campagne à travers tous les quartiers populaires de la ville appuyée par des grèves et des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes. CLR James décrit précisément comment, face à cette unité, l'État et le patronat ont cherché à fracturer la classe en menant des offensives racistes pour opposer les travailleurs (agents provocateurs, incendies, occupations policières des quartiers noirs) et comment la solidarité concrète forgée dans la lutte et sur les lieux de travail a permis de riposter collectivement.

Pour CLR. James, la reconnaissance de la centralité d'un front qui prend en charge de manière autonome la lutte contre le racisme doit

être combinée à une stratégie de masse visant à impliquer l'ensemble de la société. Dans « The Labor Unions Must Smash Jim Crow » (1943), James exige que les syndicats ouvriers blancs s'emparent des revendications antiracistes et utilisent l'arme de la grève pour détruire la ségrégation.

Au sein de ce front autonome, la question de classe est primordiale. L'intégration massive des travailleurs noirs dans l'industrie lourde est, pour James, une donnée décisive. Dans « The Negro in Steel » (1939), il rappelle que les travailleurs racisés occupent les postes les plus exploités de la production capitaliste. Cependant, James prévient formellement : l'hégémonie ouvrière au sein du mouvement antiraciste ne signifie pas qu'il faille réduire ses revendications aux seules questions syndicales (salaires, temps de travail). Dans « Une histoire des Noirs aux États-Unis » (1943), il insiste :

« La lutte principale des masses noires des États-Unis a été et [...] continuera à être leur lutte pour les droits démocratiques en tant que minorité nationale opprimée. Leur entrée dans les rangs des organisations ouvrières n'amointrit pas leur sens de l'oppression nationale. Au contraire, elle l'accroît. »

Les travailleur-ses racisé-es se battent pour des mots d'ordre qui débordent l'usine : le droit à la vie face à la police, la liberté de circulation, l'abolition des humiliations institutionnelles.

Pour James, la seule voie est la construction du mouvement antiraciste à la base, dans chaque quartier.



CLR James qui prend la parole en 1935 lors d'un meeting à Trafalgar Square (Londres).

Articuler avec la lutte des classes : faire de l'étincelle antiraciste un catalyseur

« Le lien dans la lutte pour les droits démocratiques des Noirs se situe entre la communauté noire dans son ensemble et le mouvement ouvrier, et non pas entre le seul prolétariat noir et le prolétariat blanc. »

Si un mouvement autonome est la condition pour se battre spécifiquement contre le racisme, l'affrontement ne peut être gagné sans une articulation avec la lutte des classes : James défendra dans toute son élaboration théorique et dans ses interventions dans le mouvement aussi bien qu'au sein des organisations révolutionnaires au sein desquelles il s'organisait que les syndicats et les travailleur-ses blanc-hes doivent s'emparer de ces revendications pour construire des grèves antiracistes.

James théorise l'action autonome des racisé-es comme une étincelle (« The Place of the Negro Is in the Vanguard » - 1939). Mais pour que cette étincelle devienne un catalyseur capable de faire véritablement masse, le mouvement ouvrier ne doit pas jouer les pacificateurs. Dans « Histoire des Noirs aux États-Unis », James dicte la conduite des syndicats :

« Le mouvement ouvrier doit éviter d'apparaître d'une manière ou d'une autre comme « gardien de la paix » soucieux uniquement de restaurer le statu quo. [...] la meilleure façon de s'assurer que la résistance des Noirs est dirigée contre le capital et ses alliés est de l'encourager, de l'organiser et de le soutenir jusqu'au bout. »

Construction d'un mouvement de masse contre le racisme dans chaque quartier et chaque lieu de travail.



London - Grande-Bretagne

Cette dynamique éclaire pourquoi les révoltes consécutives au meurtre de Nahel en 2023 ont été une étincelle qu'on a empêchée de devenir un catalyseur. La jeunesse des quartiers populaires a allumé l'étincelle dans la continuité d'un autre mouvement de classe, celui contre la réforme des retraites. Mais pour que ce soulèvement devienne le catalyseur de la combativité de notre classe dans la continuité du mouvement des retraites plutôt qu'en totale séparation, il aurait fallu que le mouvement ouvrier organisé déclenche des grèves pour exiger la liberté pour l'ensemble des personnes arrêtée-e-s lors des révoltes, la vérité et la justice pour Nahel et la fin des violences policières. En restant spectatrices ou en appelant au calme, les directions syndicales ont laissé l'État éteindre l'étincelle.

James dresse une critique féroce des illusions électorales et des politiques de représentativité. Dans « The Negro Petty-Bourgeoisie » (1939), il dénonce les élites noires ou la NAACP¹, ces « dirigeants noirs petits bourgeois » qui « tremblèrent devant cette poussée puissante des masses noires prêtes à affronter l'État capitaliste ». Bien voter ou être représenté par des élus issus des minorités au sein de l'appareil d'État ne change rien aux rapports de production.

Pour James, la seule voie est la construction d'un mouvement de masse contre le racisme, organisé à la base, dans chaque quartier et chaque lieu de travail. Il s'appuie sur des exemples historiques d'action directe : les formidables révoltes d'esclaves (« La révolution et les Noirs » - 1939), l'auto-organisation d'un million de métayers dans l'Alliance des fermiers de couleur, ou encore le boycott massif et la victoire par l'action directe à Harlem en 1941 pour imposer l'embauche des Noirs dans les transports.

Leçons pour aujourd'hui

À travers le mouvement antiraciste et la lutte des classes aux États-Unis, CLR James trace la direction d'un antiracisme par le bas qui s'organise partout et qui met la priorité sur la riposte aux attaques menées par la classe dirigeante à travers l'État. Cela pointe la nécessité en France en 2026 de mener en priorité le combat contre le racisme autour de la solidarité de toutes et tous avec les immigré-e-s avec ou sans-papiers, de toutes et tous avec les musulman-e-s afin de gagner l'égalité des droits, de repousser les lois racistes et les violences policières.

Tout cela ne sera pas possible sans que ce front organise également la riposte contre le fascisme et sans que la riposte contre le fascisme ne fasse de ce front une priorité. C'est-à-dire empêcher la rue aux fascistes et l'occuper par la solidarité antiraciste. Pour cela, deux dates à venir seront décisives et nous devons les construire dès à présent : le 24 octobre contre le congrès du RN à Orléans et la grève antiraciste du 18 décembre à l'occasion de la Journée internationale des migrant-e-s. Inspirons-nous de l'héritage laissé par CLR James.

MATHIEU PASTOR (PARIS 20)

1 - La NAACP (National Association for the Advancement of Colored People) est une organisation de défense des droits civiques fondée en 1909

* Toutes les citations sont issues du livre James, C. L. R. (2012). Sur la question noire aux États-Unis (1935-1967), ou de l'article « La question nègre », disponible sur marxists.org

APRÈS L'ARRIVÉE DE MIGRANT·ES À CEUTA RACISME ET RÉSISTANCES DANS L'ÉTAT ESPAGNOL

Le passage de milliers de migrant·es du Maroc à Ceuta (Sabta), une enclave coloniale espagnole en Afrique du Nord, a provoqué une crise politique sans précédent en Espagne et dans toute l'Europe. Alors que les médias et les organisations politiques parlent sans sourciller d'une « invasion » et que l'extrême-droite essaie d'en profiter, des résistances s'organisent. Nous avons parlé à David Karvala, militant de Marx21 et Unitat Contra el Feixisme i el Racisme (UCFR), pour en savoir plus.



Migrant·es massés par la police espagnole à Ceuta

Peux-tu nous décrire l'ambiance dans l'État espagnol, les principales réactions, depuis que des milliers de migrant·e·s marocain·e·s sont arrivé·e·s à Ceuta ?

Comme vous pouvez l'imaginer, tout le monde traite l'arrivée de migrant·e·s à Ceuta comme une sorte d'invasion. C'est, bien évidemment, la position de la droite espagnole qui accuse le Maroc d'agresser la souveraineté de l'Espagne. Mais la gauche n'est pas en reste. Malheureusement, la position antiraciste d'ouverture des frontières et de solidarité avec les migrant·es n'y est pas majoritaire. Beaucoup à gauche voient derrière l'arrivée de migrant·es une sorte de conspiration, une attaque contre l'intégrité territoriale de l'Espagne, visant à affaiblir le gouvernement de Pedro Sánchez, « le plus progressiste de l'histoire ». Et défendre la soi-disant « intégrité territoriale » signifie, de toutes les manières, envoyer des policiers et des soldats contre « des gens qui sont venus sans armes et seulement avec l'illusion qu'ils allaient obtenir une vie meilleure », comme l'a dit un habitant de Ceuta.

Contrairement à ce que prétendent certain·e·s à gauche, il n'y a pas de conspiration ni de grand plan derrière l'arrivée de migrant·es. Et surtout, la priorité absolue de la gauche dans l'État espagnol doit être la lutte contre les politiques migratoires racistes de l'État et de l'UE.

Pedro Sánchez a adopté une rhétorique souverainiste teintée de droits humains, histoire de se démarquer un peu du Partido Popular et de Vox2. Mais, sur le terrain, il a répondu par la répression dirigée contre les migrant·e·s. Des enquêtes ont démontré que de nombreux enfants avaient été expulsés de Ceuta par la gendarmerie en dehors de tout cadre légal, et des dizaines de migrant·e·s dénoncent des agressions répétées par les forces de l'ordre.

On parle du même gouvernement Sánchez présenté comme progressiste, pro-Gaza et pro-migrant·e·s ?

Cette réputation est très exagérée. Bien sûr, Sánchez n'est ni Meloni ni Orbán. Mais c'était déjà la police de Sanchez, en collaboration avec les forces de l'ordre marocaines, qui a causé le massacre de Melilla3 en 2022, quand des dizaines de migrant·e·s ont trouvé la mort. Le gouvernement Sanchez a récemment ratifié la régularisation de quelque 700 000 travailleur·e·s sans-papiers, ce qui est bien sûr une très bonne chose.

Mais c'est le résultat d'une lutte, notamment d'une longue campagne qui a recueilli des centaines de milliers de signatures de citoyen·nes espagnol·es. La loi était au congrès pour approbation depuis plusieurs années. C'est finalement Podemos et ses quelques députés qui ont fait du passage de cette loi une condition pour voter le budget de Sánchez. Ce dernier avait besoin de leurs voix, donc ça s'est fait.

Qu'ont trouvé les migrant·e·s sur place à Ceuta ? Y avait-il de la solidarité envers elleux, de la résistance à l'ambiance raciste ?

Les migrant·e·s se sont rapidement retrouvés dans des situations très difficiles. Ils étaient pourchassés par la police, subissaient une hostilité générale des habitant·es du centre-ville, et les magasins et boutiques étaient fermés. Très vite, la grande majorité a été renvoyée ou est rentrée de son plein gré. Quelques milliers sont restés et survivent dans des conditions très difficiles. Des Marocain·e·s en majorité, mais aussi des Palestinien·es, des Soudanais·es et des personnes d'autres origines. La population

blanche du centre-ville leur est majoritairement hostile, même s'il existe des initiatives de solidarité, notamment contre les violences policières. Mais le gros de la solidarité est assuré par la moitié musulmane de la population de Ceuta, qui vit principalement dans les quartiers périphériques pauvres de l'enclave. Les organisations locales et des voisin-es assurent de l'aide alimentaire et des hébergements, notamment pour les jeunes filles et les femmes avec enfants. Au bout de plusieurs semaines, l'État a enfin ouvert des centres d'hébergement, mais des milliers de personnes dorment toujours dans la rue.

Peux-tu nous parler de la dynamique politique de ces dernières semaines ? Peut-être en commençant par l'extrême droite qui cherche ouvertement à se saisir des événements de Ceuta pour se construire et étendre son influence.

Je vais parler directement des manifestations du 2 septembre, qui illustrent bien la dynamique en cours. Des mobilisations ont eu lieu ce jour-là, un peu partout dans le pays, à l'appel de la « Fédération des municipalités d'Espagne », contrôlée par le PP. Sur le papier, le slogan était neutre, presque innocent : « solidarité avec Ceuta ». Bien sûr que tout le monde savait qu'on parlait de solidarité contre « l'invasion de migrant-es ».

Des dizaines de milliers de personnes, peut-être 100 000 au total, ont rejoint ces manifestations dans des villes de toutes tailles. Elles ont rassemblé tout le spectre de la droite, du PP, qui représente la droite conservatrice traditionnelle, à Vox, un parti d'extrême droite qui inclut des composantes fascistes. Des militants ouvertement néonazis d'une organisation appelée « Núcleo Nacional » étaient aussi de la partie. Tous-tes les manifestant-es du 2 septembre n'étaient pas des fascistes, par contre, iels ont participé à des mobilisations avec des fascistes qui sont venus avec leurs slogans (comme la remigration) et leur ligne politique.

Les fascistes ont donc profité de cette opportunité et de l'ambiance raciste pour élargir leur audience potentielle.

Oui, exactement. En réalité, le PP collabore depuis longtemps avec Vox, notamment au sein des gouvernements régionaux. On ne peut donc pas vraiment parler d'un cordon sanitaire séparant la droite classique de l'extrême droite incarnée par Vox. Mais là, des milliers de personnes ont participé à des mobilisations où il y avait de vrais nazis ouvertement antisémites et qui veulent purifier l'Europe par la remigration.

Qu'en est-il de la riposte ? Comment notre camp a-t-il réagi ?

En acceptant, d'une manière ou d'une autre, l'idée d'une « invasion », la majorité de notre

camp s'est politiquement affaiblie et a laissé l'initiative à la droite et aux fascistes. Ça reflète aussi le fait que, contrairement à il y a quelques décennies, quand une grande partie de la gauche espagnole voyait Ceuta comme une enclave coloniale — ce qu'elle est, bien sûr —, aujourd'hui il y a un large consensus pour affirmer que Ceuta est espagnole.

Mais la gauche a quand même pu réagir. Le 2 septembre, à Barcelone, une contre-manifestation a été co-organisée par UCFR (Unitat Contra el Feixisme i el Racisme), des groupes antifas, des militant-es pro-Palestinien-nes et des dirigeant-es syndicaux. Nous étions quelques centaines, moins nombreux que la manifestation du PP et du Vox, mais il était important de montrer une présence antiraciste et pro-migrante ce jour-là.

Une semaine plus tard, les néonazis du Núcleo Nacional ont tenté d'organiser leur propre manifestation à l'occasion de la fête indépendantiste catalane, mais iels n'étaient que quelques dizaines et ont été confrontés à plusieurs milliers de manifestant-es antifascistes. Les néonazis n'ont pas pu avancer et ont finalement été exfiltrés par la police.

Ces derniers mois, dans le reste de l'Espagne, de grandes mobilisations ont été organisées en réaction à des attaques fascistes, dont la plus récente a eu lieu à Asturias début septembre. Nous sommes persuadés que la majorité peut lutter contre le fascisme, mais pour cela nous devons mieux nous organiser. Nous devons convaincre notamment les syndicats de ne pas se contenter de soutenir les initiatives contre le racisme et le fascisme, mais de mobiliser leurs membres.

PROPOS RECUEILLIS PAR KIM ATTIMON (RENNES)
ET JAD BOUHAROUN (HAUTS-DE-SEINE)

- 1 - PP, parti traditionnel de la droite espagnole
- 2- Parti d'extrême droite
- 3- Autre enclave espagnole en Afrique du Nord



Manifestation antiraciste en solidarité avec les migrant-es à Madrid le 2 septembre 2026

MODE D'EMPLOI : QU'EST-CE QU'UNE RÉVOLUTION ?



Grève générale et manifestation contre ICE à Minneapolis en janvier 2026

La révolution, toujours aussi nécessaire contre le changement climatique, les violences d'état ou l'exploitation, paraît souvent lointaine, comme un horizon inatteignable : on n'ose même pas en rêver. C'est pour cette raison que nous devons y revenir, la remettre à l'ordre du jour et au centre de nos perspectives. Mais qu'est-ce qu'une révolution ?

Rosa Luxemburg écrivait, dans Grève de masse, parti et syndicat : « Mais la révolution est autre chose, est davantage qu'un simple bain de sang. À la différence de la police qui, par révolution, entend simplement la bataille de rue et la bagarre, c'est-à-dire le "désordre", le socialisme voit d'abord dans la révolution un bouleversement interne profond des rapports de classe. » La révolution est donc le processus de transformation de toute la société, par toutes celles et ceux qui la composent, au cours duquel ceux du bas, aujourd'hui exploités et dominés, prennent le pouvoir et renversent ceux du haut, la classe capitaliste qui possède les moyens de production (entreprises, usines, terres, énergie...). Au-delà de changer seulement le personnel dirigeant, les présidents et les députés, la révolution change la classe qui dirige la société pour inventer une société qui repose sur les besoins collectifs et individuels plutôt que sur le profit d'une minorité.

Qui fera la révolution ?

Il y a deux vues dominantes de la transformation radicale de la société : certaines organisations pensent qu'il s'agirait d'une transition graduelle, que la prise du pouvoir politique peut se résumer à gagner des élections, à contrôler l'État. Mais

l'État n'a pas la main sur ce qui nous permet de répondre à nos besoins - les moyens de production - et il n'est pas neutre. D'un côté, il a été modelé par la bourgeoisie pour conserver son pouvoir, c'est un État bourgeois, et de l'autre, l'État a besoin de renforcer le capitalisme national pour fonctionner et être compétitif au niveau international.

L'autre vue de la révolution est celle du petit nombre de personnes qui prennent le pouvoir. C'est par exemple la vision des groupes stalinistes, pour qui le parti représente la classe ouvrière et s'arroge donc le droit de faire la révolution à sa place, ou encore des autonomes, qui se préoccupent moins du nombre de personnes à mobiliser que de la soi-disant « radicalité » de leurs actions.

Ce n'est pas là notre vision de la révolution : elle ne peut être réalisée que par toute la population qui enfin prend en charge son destin, comme en Russie en 1917, au Portugal en 1974, en France en 1934-6, au Soudan en 2019...

Pourquoi avons-nous besoin de toutes ? Après tout, ce qui compte est que ça fonctionne, et on pourrait donc imaginer qu'un petit nombre de personnes agisse à la place des autres, et renverse le capital. Pourtant, le caractère de masse est la condition pour que le processus fonctionne, car c'est la seule manière de s'attaquer aux oppressions : les idées changent par la pratique, et la lutte toutes-ensemble permet de déconstruire radicalement les idées dominantes, racistes et patriarcales. Le processus de révolution ne transformera toute la société que s'il implique toute la société. Par ailleurs, notre pouvoir contre les capitalistes et leur État se situe précisément là d'où ils tirent le leur : au travail. Les communistes ne parlent pas de la

classe travailleuse par simple tradition politique ou seulement parce qu'elle englobe 90% de la population. C'est surtout parce qu'il y a une interdépendance entre eux et nous :

la bourgeoisie n'est puissante que parce que nous travaillons pour elle, ce qui fait que faire grève est notre arme de classe par excellence contre elle. Par exemple, à Minneapolis, dans la lutte contre l'ICE, des travailleur·euses d'hôtel ont refusé d'héberger l'ICE, des garagistes de réparer leurs voitures quand les pneus sont lacérés par les manifestant·es... On pense aussi aux dockers en grève pour la Palestine, dont le pouvoir de classe est particulièrement efficace pour empêcher l'envoi d'armes vers Israël. Pour gagner, tous les membres de notre classe ont leur rôle à jouer !

Faire une révolution

La transformation de la société commence par l'ébullition politique du mouvement social qui prend de l'ampleur : dans les mouvements par en bas, les gens s'organisent, parlent en public, créent des comités de grève, de quartier... Nous prenons confiance en nos forces, collectivement et individuellement. Soudainement, chacun·e a son mot à dire sur comment la société devrait être gérée, plutôt que de déléguer son pouvoir comme c'est le cas la plupart du temps. C'est cette ébullition politique à une échelle de masse qui permet la lutte contre les oppressions.

Mais la révolution commence quand ces mouvements prennent en charge l'organisation de la vie quotidienne. Gérer la distribution de la nourriture, l'électricité, l'eau, la gestion des déchets... tout devient possible quand les travailleur·euses s'organisent pour prendre en main la société, en arrêtant de travailler pour les capitalistes, en occupant leurs lieux de travail, pour reprendre le travail, cette fois pour nous !

L'exemple du Soudan est éclairant : fin 2018, la crise économique et l'inflation déclenchent des manifestations, qui se transforment en révolte politique contre Omar el-Bechir, au pouvoir depuis 30 ans à la suite d'un coup d'État militaire. En plus des sit-ins, des grèves de masse, les manifestant·es commencent à réorganiser le quotidien. Mohamed témoigne auprès du SWP en 2021 : « Nous avons mis en place des comités pour organiser certains aspects de la vie. L'un d'entre eux est chargé des soins médicaux. Il distribue des médicaments et transporte les personnes gravement malades vers des hôpitaux que nous estimons sûrs. Nous soignons également tous les manifestants blessés.

Un autre groupe s'occupe des réparations dans les logements : installations électriques, alimentation en eau, etc. Pour la plupart des gens, c'est bien mieux que ce dont ils disposaient en "temps normal". Un autre groupe est chargé de veiller à ce que chacun ait suffisamment à manger. Personne ne souffre de la faim, pas même

les enfants des rues qui ont souvent faim. Nous recueillons les dons en nature et en argent de ceux qui ont assez pour les redistribuer à ceux qui n'en ont pas assez.

Un groupe très important assure la protection des manifestants et des habitants du quartier. Cela peut impliquer d'ériger des barricades

et d'autres obstacles pour bloquer l'avancée de l'armée.

D'autres personnes assurent la communication avec les autres comités. Enfin, il y a un groupe dont je peux simplement dire qu'il sert à remonter le moral et à apporter de la joie. Nous aurons de la musique, des histoires et de la poésie. Nous ferons des activités créatives avec les enfants. »

La réorganisation de la société selon les besoins plutôt que le profit mène nécessairement à de nouvelles formes d'organisation, car les anciennes formes, l'État bourgeois, ne le permettent pas. Il ne s'agit pas seulement d'une nouvelle constitution, d'une nouvelle république : ce sont toutes les structures politiques et économiques qui doivent bouger. Ce processus ne se fait pas en un jour. Lénine écrit dans *Que faire ?* : « On ne saurait se représenter la révolution elle-même sous forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profondes. »¹

La crise révolutionnaire

La révolution ne commence pas quand suffisamment de personnes sont révolutionnaires – on pourrait attendre longtemps ! Au contraire, c'est l'entrée dans un processus de transformation de la société qui rend la classe révolutionnaire. Lénine

développe la notion clé de « crise révolutionnaire », qui rend concevable la prise du pouvoir par une classe dominée. Il la définit ainsi : « quand ceux du

haut ne peuvent plus, quand ceux du bas ne veulent plus, quand ceux du milieu hésitent et basculent ».

Ces trois éléments sont indissociables et pas à l'ordre du jour de chaque mobilisation : pour l'instant, ceux du haut peuvent toujours, même pendant les grandes mobilisations.

Une crise révolutionnaire est une crise du pouvoir politique de la bourgeoisie, c'est donc une crise de l'État. Quand nous nous organisons pour gérer la société, nécessairement, d'autres structures apparaissent, l'embryon d'un nouvel État apparaît. L'ancien État, bousculé, n'a pourtant pas disparu et est prêt à tout pour nous détruire. Cette dualité de pouvoir n'est possible que dans le cadre d'un mouvement de masse. Elle ne peut pas durer, car l'un des deux pouvoirs finira par gagner, mais lequel ? Pour gagner, le pouvoir révolutionnaire doit détruire l'ancien État, le renverser définitivement, s'armer pour affronter l'armée de l'État bourgeois.

Le processus de révolution ne transformera toute la société que s'il implique toute la société

La révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profondes

En Allemagne, la révolution commence en 1917 par la grève des marins de Kiel, qui refusent de partir au combat pendant la Première Guerre mondiale. Après leur victoire express, la révolte s'étend à toute l'Allemagne. La révolution durera jusqu'en 1923, par vagues successives, une histoire largement oubliée aujourd'hui. Grèves de masse, organisation de millions de travailleur-euses dans le Parti communiste, c'est toute la société qui est bousculée.

Pourtant, le SPD, parti social-démocrate réformiste, s'attache à limiter la mobilisation aux élections de nouvelles assemblées, sans toucher au pou-

voir de la bourgeoisie ni à l'ancien État. Des milices fascistes s'organisent pour briser les grèves et tuer les communistes. Face à ça, la classe travailleuse allemande disposait de comités de grève dans tout le pays qui pouvaient représenter ce nouvel État ouvrier. Mais elle n'a pas su s'organiser pour riposter à l'échelle nationale, s'armer, défaire une bonne fois pour toutes l'ancien État qui la réprime et les armées des pays voisins.

Comme le dit Saint-Just : « Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau. »

En attendant la révolution

Nous avons donc vu à quoi ressemble un processus révolutionnaire. Mais comme elle émerge de la crise économique, politique, écologique du capitalisme, nous ne pouvons pas la décréter. Il ne servirait à rien d'entreprendre une propagande de masse pour la révolution maintenant.

Par contre, nous pouvons préparer le terrain de la révolution dès maintenant, sans l'attendre !

Notre classe n'est pas un bloc homogène, au contraire : la majorité est réformiste et doute de son pouvoir, tandis qu'une large partie est raciste, sexiste... Faire partie de la classe travailleuse ne

C'est donc notre rôle de révolutionnaires que d'être engagé-es dans le mouvement social et de lutter même pour des objectifs qui ne sont pas en soi révolutionnaires

signifie pas automatiquement être révolutionnaire. Mais nous pouvons encourager et multiplier tout ce qui permet à notre classe de prendre confiance en elle : les mobilisations, la lutte antiraciste, les grèves, tout cela transforme les personnes mobilisées qui commencent à voir qu'une autre société est possible. C'est donc notre rôle de révolutionnaires d'être engagé-es dans le mouvement social et de lutter même pour des objectifs qui ne sont pas en soi révolutionnaires.

La lutte contre les oppressions doit être une priorité, car elles sont constamment utilisées pour briser notre classe et ses mobilisations. En construisant la solidarité de classe anti-raciste, nous en sommes toutes plus fort-es.

Enfin, nous devons construire des organisations révolutionnaires capables de pousser pour des perspectives révolutionnaires à chaque étape de la lutte collective : ne pas s'en remettre à l'État, faire classe, faire collectif. En réunissant dans une même organisation les activistes et syndicalistes les plus motivé-es à construire la révolution, nous ne cherchons pas à ce que ce parti agisse à la place de la classe, fasse la révolution comme un coup d'État. Au contraire, il s'agit d'unifier la classe en généralisant les expériences les plus unifiantes, les expériences de lutte.

La crise actuelle du capitalisme est aussi une crise de son hégémonie. Gramsci explique que l'hégémonie du capitalisme repose sur une combinaison de consentement et de coercition : d'un côté l'idéologie dominante qu'on intègre, de l'autre la répression de l'État. Une crise d'hégémonie brise le consentement et ouvre une période où tout est possible, le meilleur comme le pire. À nous de construire le meilleur !

VICTOR. BREST

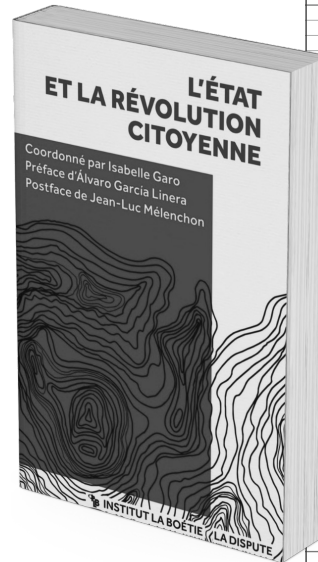
1 - Voir : *How can the revolution win in Sudan ?* sur le site Socialist Worker. Et *Révolution au Soudan : L'armée, la réforme et la résistance* par en bas sur le site d'A2C



Manifestante sur la place Tahrir pendant la révolution égyptienne de 2011

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION CITOYENNE, DE L'INSTITUT LA BOÉTIE, OU LA RÉVOLUTION SANS RÉVOLUTION

Les auteures de L'État et la révolution citoyenne sont unanimes pour affirmer l'importance de la séquence qui s'ouvre jusqu'aux élections du printemps 2027. C'est juste. Quiconque n'a pas une vision sectaire de la lutte des classes doit s'efforcer de dialoguer et polémiquer avec La France Insoumise pour faire progresser les luttes mais aussi pour aider le mouvement à dépasser certaines illusions réformistes comme celles contenues dans le dernier livre de l'Institut La Boétie.



La Révolution citoyenne ou la transformation de l'État par l'État en l'état

Cela revient comme un leitmotiv tout le long du livre : l'État n'est pas le problème mais la solution. Par conséquent, il faudrait « réorienter », « démocratiser », « transformer » l'État. Nous avons bien affaire à une conception réformiste. Mélenchon le dit clairement dans la postface : il s'agit de procéder à une transition vers une « économie mixte », soit une société qui ne dépasse pas le mode de production capitaliste. Il y a pourtant un recours à Marx analysant la nature capitaliste de l'État, masquée sous le nom d'intérêt général : celui-ci est « la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs »¹. N'est donc pas oublié son caractère de classe mais il est recouvert par le concept peu défini, emprunté à Poulantzas², de « condensé » des conflits de classe. De là, la conclusion : « l'État n'est pas l'ennemi ». Le livre ne propose in fine qu'une transformation institutionnelle qu'à partir des institutions existantes. Soit une révolution de palais, une révolution sans révolution.

La crise du capitalisme mais quelle crise et quel capitalisme ?

« Néolibéralisme autoritaire » : voilà la forme actuelle du capitalisme selon les auteures. Comment est-elle advenue ? Au 20^e siècle, l'État aurait été le lieu d'un compromis entre capital et

peuple souverain. Mais le néolibéralisme l'aurait rendu de plus en plus autoritaire et étranger aux intérêts du peuple. La faiblesse majeure du raisonnement tient dans la prémisse de départ : l'État néolibéral n'est qu'une malheureuse exagération dans l'histoire du capitalisme, qu'il suffirait de corriger. Une image revient : le néolibéralisme autoritaire signifierait le « divorce » entre capitalisme et démocratie. Ce n'est donc pas le capitalisme le problème, mais le néolibéralisme, soit une mauvaise gestion des affaires. La solution ? Renouer avec la démocratie dont l'État est l'expression historique qui a permis au peuple de rentrer sur la scène de l'histoire. Tout cela serait merveilleux si c'était vrai. Et pourtant certains chapitres l'évoquent, l'État a été l'agent du développement du capitalisme. Des monarchies qui prennent part à la conquête coloniale du monde jusqu'au racisme systémique actuel, l'État est la force sociale qui donne forme au capitalisme³.

C'est donc en contradiction complète avec Marx qu'est élaborée la conception de l'État de l'Institut La Boétie. La postface est claire. L'État étant défini comme le « centre coordinateur » de la société, il est donc indépassable, s'inscrivant dans le temps long et même interminable puisqu'il « doit se protéger pour pouvoir durer ». Et se protéger contre quoi ? « Des contradictions et des rapports de force ».

On ne peut être plus explicite dans l'opposition à une perspective de rupture avec l'ordre politique et économique actuel.

L'auto-organisation populaire mais sans la classe

« Pas d'alternative politique sans l'auto-organisation des mouvements sociaux » assène une des contributions de l'ouvrage. Mais tout est toujours ramené à une collaboration entre une instance séparée – c'est-à-dire l'État, même dit « social » ou « collectiviste » - et les pratiques populaires et auto-organisées. C'est au final à un refus de la conflictualité sociale que poussent les propositions de L'État et la révolution citoyenne. Mélenchon finit par l'affirmer, c'est donc là la vraie rupture pour lui, soit la rupture assumée avec le marxisme et le mouvement ouvrier : l'abolition de l'État n'est pas souhaitable. Raison invoquée ? Sinon, c'est le retour à l'état de nature, cette fiction où ce sont la force brute et les appétits égoïstes qui l'emportent. Contre cela, il faut un État puissant, une instance sacrée, supérieure, transcendante. Quelle ironie d'entendre cette argumentation dans un ouvrage se réclamant de l'émancipation, du socialisme et de la démocratie !⁴

NICO (BREST)

1 - Karl Marx et Friedrich Engels,

L'Idéologie allemande.

2 - Voir la recension de l'État, le pouvoir et le socialisme de Nicos Poulantzas dans le n°23 des Cahiers (disponible sur notre site)

3 - Voir Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1^{er}, Ch. XXXI : Genèse du capitalisme industriel

4 - Voir l'article « La nature humaine est-elle un frein à l'émancipation ? » Dans le n°22 des Cahiers (disponible sur notre site)

LES ANNÉES MITTERRAND OU LA VOIE PARLEMENTAIRE... AU CAPITALISME

Pourquoi revenir sur cette période ? La dynamique autour de la campagne de La France Insoumise laisse entrevoir la possibilité d'avoir, dans quelques mois, l'élection d'un parti sur la base d'un programme de rupture avec le néolibéralisme.

Elle rend ainsi beaucoup plus concrets les débats sur les possibilités de changer le cours du capitalisme par le biais de ses institutions. Il existe bien d'autres expériences, plus récentes, de gouvernements qui portaient un programme de rupture avec l'ordre capitaliste, et portés au pouvoir par de grandes mobilisations. On pourrait par exemple faire le bilan du gouvernement Syriza en Grèce élu en 2015. Donc, si on prend le temps de revenir sur l'expérience entamée en 1981-1995, c'est avant tout parce que Jean-Luc Mélenchon dresse un bilan admiratif de F. Mitterrand. Pour lui, l'union de la gauche « était d'abord un programme de transition vers le socialisme »¹. « Parvenir au pouvoir peut permettre de changer la donne. Mitterrand l'a prouvé »². Il n'aurait manqué que l'élan populaire, ce que La France Insoumise appelle de ses vœux pour les expériences de conquête du pouvoir à venir.

D'ailleurs, JL Mélenchon, cadre du Parti Socialiste en 1981 puis sénateur en 1986, restera longtemps au PS. Il sera ministre délégué à l'enseignement professionnel sous le gouvernement de L. Jospin entre 2000 et 2002, et il ne quittera le PS qu'en 2008, pour fonder le Parti de gauche, sur des bases critiques de l'orientation néolibérale de la campagne présidentielle de S. Royal et de la direction donnée par F. Hollande. Dans cet article, je voudrais me concentrer sur deux aspects : les raisons de l'échec de la « transition vers le socialisme » des années Mitterrand, et le désaccord sur le bilan tiré, avant d'aborder le contexte des luttes, très différent de celui dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Du keynésianisme de gauche...

Le programme commun entre le PS et le PC correspond à ce que l'on pourrait qualifier de

keynésianisme de gauche. Keynes est un économiste dont la théorie s'élabore face à la crise des années 1930. Il est associé à l'idée que la solution ne peut pas reposer sur le marché mais sur l'État, et à la nécessité de relancer la demande. L'État doit augmenter le pouvoir d'achat des ménages, car cela favorise leur consommation et permet aux entreprises de trouver des acheteurs pour leurs produits. Il doit aussi favoriser l'investissement des entreprises, en passant des commandes publiques. Ces dépenses de l'État seraient alors compensées par des rentrées fiscales liées à la reprise de l'activité des entreprises et à la baisse du chômage.

Le programme commun vise donc à actionner deux leviers. Le premier, c'est la relance de la consommation, avec des augmentations de salaires, notamment du SMIC, et des prestations sociales. Le second, c'est une intervention de l'État dans les secteurs clés de l'économie afin de mieux contrôler les modalités de la relance tout en modernisant les entreprises face à la compétition internationale.

Ces deux leviers seraient complétés par l'extension de la démocratie (suppression de la cour de sûreté de l'État, abolition de la peine de mort, élections à la proportionnelle, droit de vote des immigrés aux élections locales, réduction du service militaire).

JL Mélenchon souligne que dans ses meetings, beaucoup sont impressionnés au rappel des mesures mises en œuvre sur le plan économique après l'élection de F. Mitterrand : la nationalisation du secteur bancaire (39 banques) et des secteurs-clés de l'industrie (9 sociétés), le passage de 4 à 5 semaines de congés payés, la retraite à 60 ans (en 1981, elle est à 65 ans), la diminution du temps de travail, la participation des représentants syndicaux dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées, etc.). Le SMIC a augmenté de 38% entre 1981 et mars 1983, les prestations familiales de 50% pour les familles avec deux enfants ou plus, les allocations logement de 50%, le minimum vieillesse de 62%.

À la rigueur... En moins de deux ans !

Pourtant, un an plus tard, le franc est dévalué (ce qui conduit automatiquement à une baisse du pouvoir d'achat car les produits importés deviennent plus chers), et les salaires du secteur public sont

gelés. Et en mars 1983 s'amorce ce qui s'appellera « le tournant de la rigueur » : blocage des salaires, plan d'économie de la Sécurité Sociale, hausse des prélèvements sur les couches populaires, restructuration du secteur nationalisé avec le licenciement de dizaines de milliers de personnes. Le chômage augmente, la consommation recule. L. Fabius, Premier ministre entre 1984 et 1986, dira « c'est à nous qu'est revenu de faire le sale boulot ». Que s'est-il passé ?

Depuis le milieu des années 1970, le contexte international est à la « stagflation », une combinaison de stagnation économique et d'inflation. Partout, les taux de chômage et d'inflation grimpent, l'investissement baisse.

En France, la balance du commerce extérieur, déficitaire depuis le choc pétrolier de 1973, se dégrade toujours plus. Important pays exportateur, les entreprises parviennent moins vendre. À cela s'ajoute le fait que la croissance du pouvoir d'achat bénéficie surtout aux produits importés.

Le déficit budgétaire, lui, se creuse : il double entre 1981 et 1982, double encore entre 1982 et 1983. L'État doit emprunter massivement, et le pouvoir est sous pression.

JL Mélenchon parle d'« agression du capital » : des financiers ont spéculé contre le franc, et une partie des capitaux a fui le pays. Jusqu'ici, rien d'imprévisible : toute l'histoire du capitalisme montre que la bourgeoisie ne se laissera pas détrôner sans réagir. D'ailleurs, il rappelle lui-même que 8 ans auparavant, c'est un coup d'État qui met fin au gouvernement socialiste de S. Allende au Chili. Mais il estime aussi que « il n'y avait aucune dynamique sociale pour porter ce grand bond en avant en dehors du système ». C'est évacuer la lourde responsabilité qu'ont les réformistes au pouvoir, au Chili³ comme en France, dans cette situation.

« La grève des ayatollahs »

En 1981, cela faisait 23 ans que la droite gouvernait. Dans la classe ouvrière, l'enthousiasme suite à la victoire de F. Mitterrand est certain. 200 000 personnes se rassemblent sur la place de la Bastille le soir même. Le lendemain, les ouvriers vont au travail avec fierté, ce sont les petits chefs et les contremaîtres qui rasant les murs. La droite parle du péril du Goulag.

Pourtant, cela fait plusieurs années que le niveau de grèves est faible. La CGT a perdu la moitié de ses effectifs sur les 3 années précédentes.

La victoire de la gauche redonne confiance, et il y eut une légère remontée des grèves ouvrières. Des grèves partent sur les salaires, la baisse du temps de travail, le droit syndical. Le secteur le plus combatif est celui de l'automobile, dans lequel les travailleurs immigrés à Citroën et Talbot sont en première ligne de grèves entre 1982 et 1984. Mais le mouvement est brisé dans son élan. Par la direction nationale et locale de la CGT, qui mettent leurs forces dans la reprise du travail pour éviter une généralisation du conflit et risquer de compromettre les ministres communistes qui partagent la responsabilité de la décision du gel

des salaires. Et par le gouvernement lui-même, qui se fera le relais d'une campagne raciste de la droite, avec notamment P. Moroy, alors Premier Ministre, qui parle de travailleurs manipulés par des « extrémistes religieux ».

On peut également prendre l'exemple de la Marche pour l'égalité de 1983. Le pouvoir refuse d'accorder gain de cause aux revendications qui remettent en question l'appareil d'État, la police et la Justice, et favorise le développement d'un mouvement concurrent, apolitique, centré sur la dénonciation du racisme individuel, SOS racisme.

Le revirement politique du gouvernement n'a pas été neutre d'un point de vue social, il s'est accompagné d'une offensive pour mettre un terme aux luttes.

La classe ouvrière sortira profondément et durablement démoralisée de cette politique, menée par un pouvoir supposé être de son côté. En 1985, la Bourse avait augmenté de 41%. En 1986, le niveau de combativité était le plus bas depuis 1946.

« C'est à nous qu'est revenu de faire le sale boulot » (Fabius)



Grève à Citroën Aulnay en 1982

Les fascistes du Front National se saisissent de ce contexte et font leurs premières percées électorales. En 1983, Stirbois entre dans le Conseil municipal à Dreux, ville ouvrière et immigrée. En 1986, 35 députés FN entrent au Parlement.

Tout change, pour que rien ne change

Keynes lui-même reconnaissait la limite de ses propositions dans son ouvrage « La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ». Il y expose un défaut fondamental du capitalisme, la baisse de « l'efficacité marginale de l'investissement », qui entraîne le capitalisme dans des crises inévitables. Cela s'apparente beaucoup à l'analyse par Marx de la « baisse tendancielle du taux de profit »⁴.

Mais contrairement à Marx, il cherchait à sauver un système de lui-même, à limiter ses contradictions fondamentales plutôt que de vouloir y mettre fin, ce qui l'a amené à reconnaître : « la lutte des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite ».

Cela n'empêche pas les réformistes de justifier en permanence leur stratégie par les conditions changeantes et leur échec par les conditions imprévues de la situation.

Cela n'empêche pas les réformistes de justifier en permanence leur stratégie par les conditions changeantes et leur échec par les conditions imprévues de la situation. Dans les années 1970, deux théories vont accorder du crédit aux expériences réformistes. La première, l'eurocommunisme, justifie le tournant des partis communistes dans plusieurs pays occidentaux. Elle déforme les analyses de Gramsci sur la nécessité de mener une guerre de position, pour justifier des alliances gouvernementales. La seconde est portée par N. Poulantzas, référence de plusieurs intellectuels proches de LFI. Pour lui, l'échec de l'expérience chilienne serait dû au manque

de mobilisations extra-parlementaires, tandis que la Révolution des Œillets au Portugal démontre que la révolution peut prendre son origine dans l'appareil d'État (en l'occurrence,

l'armée)⁵. Dans son ouvrage « L'État, le pouvoir, le socialisme » publié en 1978, il affirme que « L'urgence, à l'origine de ce texte, concerne, tout d'abord, la situation politique en Europe : si la question d'un socialisme démocratique n'y est pas, loin de là, à l'ordre du jour partout, elle se pose néanmoins dans plusieurs pays européens. ». Mais à la fin des années 1970, la situation internationale, comme en France, est plutôt marquée par un profond et durable recul des luttes.

La grande différence aujourd'hui avec les années 80, c'est que, partout dans le monde, se déroulent des démonstrations de la force de notre classe. Ne serait-ce que depuis le début de l'année 2026, des révoltes massives ont éclaté en Iran, aux USA, en Albanie, en Bolivie, en Tunisie, en Croatie, en Inde... Si le débat entre réforme et révolution resurgit, c'est que le réformisme n'est pas d'abord le produit des théoriciens ou des organisations, et qu'il ne disparaît pas automatiquement avec les luttes. Gramsci analysait qu'il était le produit de l'expérience contradictoire vécue par la classe exploitée. D'un côté, le vécu quotidien de la mise en concurrence, produit par l'organisation du capitalisme, empêche d'envisager la possibilité d'une autre société. De l'autre, des expériences de solidarités et de la force collective produites par les luttes, qui ont le potentiel de développer une conception du monde entièrement nouvelle. Les organisations réformistes ont intérêt à maintenir cette contradiction, alors que nous avons besoin d'organisations qui favorisent le basculement complet de la conscience vers cette seconde conception.

VANINA GIUDICELLI (PARIS 20E)

1 - Voir l'article « Je marche monsieur » sur le site <https://melenchon.fr>

2 - Lire l'interview donnée par Jean-Luc Mélenchon sur le site <https://revuecharles.fr>

3 - Lire à ce sujet l'article « Salvador Allende et les impasses du réformisme », sur notre site.

4 - Pour un exposé de cette théorie, voir par exemple : « Le taux de profit et le monde aujourd'hui » par Chris Harman, sur le site : <https://quefaire.lautre.net>

5 - Voir la recension de ce livre, « Les vieux habits neufs du réformisme », sur notre site.



En 1985, Mitterrand donne l'ordre de couler le Rainbow Warrior de Greenpeace, qui s'oppose aux essais nucléaires dans le Pacifique

DES STRATÉGIES POUR UNE RÉVOLUTION PAR EN BAS

LES BOUSSOLES D'AUTONOMIE DE CLASSE

La révolution est une nécessité si nous ne voulons pas tomber dans la guerre, le fascisme, l'écrasement successif et fatal de pans entiers de la population. Mais c'est aussi une possibilité : des manifestations historiques « No Kings » aux USA à la « révolution des flamands roses » en Albanie, des soulèvements massifs en Iran au « mouvement des cafards » en Inde, partout des révoltes éclatent, dont les revendications, les formes de mobilisation et les aspirations peuvent tracer un chemin vers une autre société. Les obstacles sont nombreux. Cette brochure est un recueil de textes élaborés par des militant-es investi-es dans différentes luttes, animés par la volonté de vouloir contribuer à les briser. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous ! Demandez cette brochure auprès des militant-es d'A2C ou retrouvez-la sur notre site →



ABONNEZ-VOUS À NOTRE REVUE !



6 mois, 6 numéros,
pour 20€ !

S'abonner à la revue, c'est soutenir une organisation qui développe une approche révolutionnaire par en bas, guidée par une grille d'analyse marxiste et des allers retours constants entre l'organisation et le mouvement. En vous abonnant, vous offrez de la stabilité financière à A2C et vous nous permettez de poursuivre et développer nos activités :

- Imprimer et de distribuer plus sereinement et largement nos revues et nos brochures à prix libre
- Organiser des discussions publiques A2C et des festivals de débat stratégique dans les villes où on est déjà pour mettre en discussion les analyses et les stratégies qu'on propose avec le reste du mouvement.
- Organiser des discussions dans les villes où on n'a pas d'antennes pour y diffuser nos analyses et y rencontrer des (futur.es) camarades
- Financer la rémunération de personnes pour organiser ces activités : production de la revue, organisation de la diffusion, de réunions, aide à la constitution d'antennes...

NOS RÉUNIONS OUVERTES

A2C t'invite à des discussions régulières, dont le programme s'élabore à mesure de l'actualité et des questions auxquelles nous sommes confronté-es dans la construction des mouvements. Elles ont vocation à être un moment de partage, d'écoute et de réflexion collective. Elles sont ouvert à tous.tes, quel que soit le degré d'implication dans le mouvement et le milieu politique dans lequel on évolue. Plus on est nombreux-ses, plus les discussions seront riches, alors n'hésite pas à inviter des gens autour de toi !

Paris

Judi 8 octobre à 19h30 :
Réforme sociale ou révolution ?
à partir de Rosa Luxemburg,
lieu à confirmer, 18e

Vendredi 9 octobre à 19h :
Anti-Nazi League : comment
un mouvement a pu détruire
un parti fasciste ? au 58 rue des
amandiers, 20e

Vendredi 16 octobre à 19h :
Peut-on se passer de l'état ?
lieu à confirmer, 19e

Judi 22 octobre à 19h :
Quand l'intersectionnalité
désarme le collectif, lieu à
confirmer, 18e

Rennes

Mardi 6 octobre à 19h : Rejoins
A2C ! Réunion publique
d'accueil. Au bar l'Amaryllis

Judi 8 octobre à 18h45 :
Pourquoi et comment empê-
cher le RN de grossir ? aux
Coeurs Résistants

Judi 22 octobre à 18h45 : Les
leçons de la gauche au pouvoir :
entre espoir et impuissance,
aux Coeurs Résistants

Brest

Mardi 6 octobre à 18h45 : Lutte
pour la Palestine : la centralité
de l'Islamophobie, à l'Atelier
Lazare Carnot

Marseille

Judi 8 octobre à 19h : La théo-
rie de la reproduction sociale,
lieu à confirmer

Mardi 20 octobre à 19h :
Comment construire un
parti révolutionnaire ? lieu à
confirmer

Saint-Brieuc

Judi 8 octobre à 18h30 :
Discussion à partir de l'article :
Face aux fascistes, pourquoi les
syndicats sont indispensables ?
La Serre, chemin de la planche

Judi 22 octobre à 18h30 :
Qu'est-ce qu'une révolution ?
La Serre, chemin de la planche

Toulouse

Judi 8 octobre à 18h30 :
Discussion autour d'un article
de la revue, au Motor

Strasbourg

Judi 8 octobre, heure
à préciser : Discussion
autour de l'article « Classe
et oppression raciste dans
l'histoire américaine », bar la
Perestroïka



Les adresses
et prochaines
réunions
publiques
sont mises à
jour sur notre
site !

EDITO

PAS DE CAMPAGNE POUR LES FASCISTES !

A2C, pages 3-4

VERS UN SYNDICALISME ANTIFASCISTE

CONTRE LE CONGRÈS DU RN **CONSTRUIRE LA RIPOSTE SYNDICALE**

Entretien avec Kaïna et Sana (Paris),
pages 5-6

FACE AUX FASCISTES **POURQUOI LES SYNDICATS SONT INDISPENSABLES !**

Nicolas Verdon (Paris 19^e), pages 7-9

RECENSION **AUTOUR DU FRONT POPULAIRE**

Anouk Brunet (Nice) page 10

24

Octobre 2026

RACISME : UNE QUESTION DE CLASSE

CLR JAMES : **CLASSE ET OPPRESSION RACISTE DANS L'HISTOIRE AMÉRICAINNE**

Mathieu Pastor (Paris 20^e), pages 11-13

CÈUTA : **RACISME ET RÉSISTANCES DANS L'ÉTAT ESPAGNOL**

David Karvala (Marx21, Catalogne espa-
gnole), pages 14-15

QU'EST-CE QU'UNE RÉVOLUTION ?

QU'EST-CE QU'UNE RÉVOLUTION ?

Victor (Brest), pages 16-18

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION CITOYENNE : LA RÉVOLUTION SANS RÉVOLUTION

Nico (Brest), pages 19

LES ANNÉES MITTERRAND OU **LA VOIE PARLEMENTAIRE... AU CAPITALISME**

Vanina Giudicelli (Paris 20^e), pages 20-22